

Mesure 1.1

Elaboration d'un plan d'urgence



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Prévoir un plan d'urgence qui recense toutes les mesures à mettre en place, en cas d'alerte d'inondation.

Ces mesures comprennent :

- ▶ des mesures de protection et de mise hors d'eau des biens risquant d'être touchés par les inondations mais qui ne

- peuvent pas être évacués,
- ▶ des mesures d'évacuation des biens exposés les plus sensibles.

Le plan d'urgence doit être applicable dès l'alerte. Le délai d'alerte peut varier en fonction des secteurs de quelques heures à quelques jours (reportez-vous au

scénario d'inondation).

Ce plan doit être écrit et rester accessible afin d'être utilisable par toute personne présente sur l'exploitation, même en cas d'absence de l'exploitant (maladie...).

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant ou groupement d'exploitants		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

- ▶ Si vous n'avez pas rempli le scénario d'inondation (voir la partie diagnostic du guide), il faut avant toute chose, que vous vous renseigniez auprès des services compétents de votre commune sur le délai d'alerte moyen dont vous disposerez en cas de crue pour évacuer vos biens.

- ▶ Si vous avez déjà réalisé le diagnostic de vulnérabilité de votre exploitation, reportez-vous au scénario d'inondation choisi pour prévoir votre plan d'urgence.

- ▶ Sur cette base, il faut ensuite que vous élaboriez un plan d'évacuation ou de mise hors d'eau des biens les plus sensibles de votre exploitation :

1 Faites la liste de l'ensemble des biens de l'exploitation potentiellement concernés par une crue. On recensera ainsi :

- le matériel mobile : tracteurs, matériel de culture, d'irrigation, moteurs et

pompes électriques, etc,

- les stocks (production et produits dangereux ou polluants : engrais, phytosanitaire, fuel, etc.).

Pensez également que si votre habitation est elle-même située dans la zone inondable, il vous faudra prévoir dans votre plan d'urgence du temps pour évacuer vos biens personnels.

- 2** Examinez les possibilités d'évacuation qui s'offrent à vous (modalités de transport, lieux d'évacuation, largeur suffisante des routes et chemins) en vérifiant bien la disponibilité des moyens nécessaires et l'accessibilité des lieux d'évacuation en cas d'inondation.

- 3** Examinez également les possibilités de mise hors d'eau temporaire des biens d'exploitation, par surélévation, en prévoyant le matériel nécessaire pour cela et

en se référant aux plus grandes hauteurs d'eau du scénario (cf. mesure 3.1).

- 4** Listez enfin parmi les biens identifiés comme potentiellement inondés ceux que vous évacuerez en précisant les modalités et les lieux d'évacuation et ceux que vous choisirez de laisser sur place en les surélevant, en précisant les moyens nécessaires pour cela (palette, etc.) (cf. mesure 3.1).

- 5** Essayez d'estimer la main-d'œuvre nécessaire pour réaliser l'ensemble des ces actions (cf. mesures 6.1 ; 6.2) ainsi que le matériel qui pourrait s'avérer utile (transpalette, chariot, diable, palette, remorque, etc.).

- 6** En fonction de ces éléments (main-d'œuvre disponible, sensibilité et importance des biens à évacuer ou à mettre hors d'eau) et du délai d'alerte prévisible

[quelques heures à quelques jours suivant les secteurs], évaluez le temps nécessaire pour l'évacuation et la mise hors d'eau, et établissez un ordre de priorité des biens à évacuer ou à surélever.

Le plan d'évacuation doit être remis à jour régulièrement en fonction des modifications du système de production et de l'évolution du parc de matériel.

Afin de préparer au mieux ce plan d'évacuation il est important que vous vous renseigniez également auprès de votre commune sur les consignes de sécurité, les avis de coupure d'eau et d'électricité, les déviations routières mises en place et les consignes sanitaires [qualité de l'eau, etc.] qui ont été décidés.

Assurez-vous enfin que le plan d'urgence établi est bien compatible avec le plan de secours de la commune.

Vous trouverez ci-dessous les tâches importantes que pourrait contenir votre plan d'urgence. A vous de les compléter et de les adapter en fonction de votre situation et bien entendu de les hiérarchiser.

Pour les bâtiments

- ▶ Mettre hors d'eau les papiers importants de l'exploitation : actes notariés, contrats d'assurances, comptabilité, disquettes ou CDROM ;
- ▶ Couper les alimentations électriques, de gaz ou de tout autre produit inflammable. Fermer les vannes manuelles sur les réseaux d'eaux usées ;
- ▶ Condamner et étanchéifier temporairement les portes et les fenêtres. Vous pouvez utiliser pour cela des sacs de sable, de terre, des sacs de ciment ou de plâtre, des parpaings ou des briques. Il existe également de nombreux systèmes de protection que l'on peut installer de manière préventive qui permettent de boucher les différentes ouvertures des bâtiments à l'aide de panneaux (batardeaux) ;
- ▶ Condamner et étanchéifier temporairement les canalisations des bâtiments afin d'éviter les remontées d'eau usée à l'aide d'obturateurs ;
- ▶ Prévoir des réserves d'eau potable et de nourriture ainsi que du matériel pour s'éclairer en cas de coupures prolongées des réseaux (routes, EDF, eau potable...).

Pour le matériel

- ▶ Arrimer le matériel non évacuable comme les réservoirs de fuel afin qu'il ne soit pas emporté par le courant à l'aide de sangles, de tendeurs, de crochets, de fixation d'arrimage...
- ▶ Evacuer ou surélever temporairement autant que possible le matériel sensible afin de le mettre hors d'eau (petits moteurs, matériel électrique, à roulement à bille, mais également camions, etc.) [cf. mesure 3.1] ;
- ▶ En fonction des hauteurs d'eau, ouvrir les chambres froides qui sont inondées afin de limiter la pression sur les parois ;
- ▶ Evacuer le matériel d'irrigation installé sur les surfaces de cultures. A minima, remplir d'eau les canalisations d'irrigation que vous ne pouvez évacuer afin de limiter leur déplacement [cf. mesure 4.1] ;
- ▶ Si vous disposez de matériel de protection type muret mobile de protection, installez les autour des serres ou des bâtiments que vous désirez protéger en priorité [cf. mesure 7.6] ;
- ▶ Démonter quand cela est possible les serres (plastiques et arceaux) ou au minimum inciser leur base afin que l'eau s'écoule facilement (quand il n'y a pas de muret). Pour les serres en verre, ouvrir les portes et selon la vitesse du courant et la hauteur d'eau dévitrer quelques panneaux de la base de la serre afin de limiter la pression sur la structure ;
- ▶ Il est enfin utile de disposer d'un groupe électrogène afin de poursuivre l'activité dans les secteurs non inondés mais touchés par les coupures d'électricité [cf. mesure 7.1].

Pour les stocks

- ▶ Evacuer ou mettre hors d'eau les produits chimiques polluants. Cette tâche est particulièrement prioritaire compte tenu des risques de pollution du territoire ;
- ▶ Evacuer les jeunes plants exposés de maraîchage, pépinière ou horticulture. Il est nécessaire pour cela de disposer :
 - d'une main-d'œuvre suffisante [1 personne peut évacuer 20 000 plants de salades par exemple en un jour] et qualifiée [la manipulation des plants

peut-être délicate),

- d'un lieu d'évacuation adéquat (notamment vis-à-vis des conditions de température),
- du matériel de transport (camions, palettes, etc.).

Par ailleurs, afin de gérer au mieux l'ensemble des opérations d'urgence à mettre en oeuvre et de coordonner la main-d'œuvre que vous aurez réunie, il peut-être utile de prévoir que chacun soit équipé de téléphones portables voire de talkie walkie.

Une dernière information

Si votre contrat d'assurance ne couvre pas la main-d'œuvre occasionnelle, pensez à appeler votre assureur pour faire une extension provisoire de votre contrat (opération gratuite) en faveur des voisins ou amis venus vous aider. Cela permet d'éviter d'éventuels coûts supplémentaires en cas de blessure ou de casse accidentelle du matériel.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la préservation des outils de production en cas d'inondation. La mise en place d'un plan d'urgence permet en effet, le jour où l'inondation survient :

- ▶ de limiter les dégâts sur le matériel. Un matériel sous l'eau peut en effet soit être définitivement hors d'usage (matériel électrique inondé, serres détruites, etc.), soit demander une remise en état importante (problème de rouille...);
- ▶ de limiter les pertes de stocks, ce qui permet d'éviter la perte de clientèle, de marchés due à l'impossibilité de livrer sa production et d'éviter des problèmes de pollutions des parcelles (en cas d'inondation des stocks de fuel ou de produits phytosanitaires);
- ▶ de poursuivre l'activité de production pendant la crue (travaux de production sur les sites non inondés);
- ▶ de remettre en route l'exploitation plus rapidement après la crue (moindres tensions sur la trésorerie, moindre perte de chiffre d'affaires, moindre travail de réaménagement).

L'avantage de construire un plan d'urgence à plusieurs

Bien que l'élaboration d'un plan d'urgence relève avant tout de l'initiative propre de l'exploitant, elle peut aussi être l'occasion de bâtir une réflexion à plusieurs pour mettre en place un plan d'urgence collectif, en général plus efficace qu'un plan d'urgence individuel.

En effet, une organisation collective de l'évacuation permet de mettre en commun la force de travail, certains lieux d'évacuation et d'éviter les incompatibilités (emprunt du même matériel par deux exploitants par exemple).

De plus, dans une démarche collective, la commune pourrait être plus facilement sollicitée et impliquée pour mettre à disposition des moyens communaux (terrains, véhicules, main-d'œuvre...).

Cette implication de la commune dans la réflexion peut permettre d'envisager des

solutions à l'échelle communale ou intercommunale lorsque la mise en oeuvre du plan d'urgence pose problème sur certains territoires (routes rapidement encombrées en cas d'alerte de crue, impossibilité de faire circuler de gros engins, manque de terrain hors zone inondable pour parquer le matériel et les stocks, etc.).

Contraintes induites

L'élaboration proprement dite d'un plan d'urgence nécessite uniquement du temps de réflexion et d'organisation. Sa mise en oeuvre effective pourra, dans certains cas, entraîner certains coûts :

- ▶ coût de location du matériel nécessaire à l'évacuation (transport du matériel, des stocks...),
- ▶ coût de location du matériel nécessaire à la poursuite de la production sur le lieu d'évacuation (groupe électrogène...),
- ▶ emploi éventuel de main-d'œuvre pour aider à l'évacuation.

Mesure 1.2

Elaboration d'un plan de remise en route de l'exploitation



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Prévoir un plan de remise en route qui recense toutes les mesures à mettre en place pour relancer le plus rapidement votre activité après une inondation.

Ces mesures comprennent :

- ▶ le réaménagement des surfaces de culture,
- ▶ la remise en l'état de l'outil de production,
- ▶ la poursuite ou relance de la production.

Pensez que si votre habitation est elle-même située dans la zone inondable, il faudra prévoir dans votre plan de réaménagement du temps pour sa remise en état.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant ou groupement d'exploitants			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Sur la base du scénario d'inondation et de votre plan d'urgence, inventoriez les dommages que vous subiriez en cas d'inondation et prévoyez les moyens nécessaires au réaménagement et à la remise en route de votre activité.

Plus précisément, vous devez :

Prévoir les moyens de remettre en état les surfaces de culture

En effet, en plus des pertes de récolte possibles, les inondations peuvent provoquer des ravinelements importants. De nombreux déchets sont également souvent déposés sur les terres (bidons, branches, plastics voire cuve, carcasse de voiture, graviers, sable etc.). Par ailleurs les chemins d'accès à ces surfaces peuvent être endommagés voire détruits.

Il faut donc prévoir de pouvoir mobiliser du matériel de déblaiement et de la main d'œuvre pour remettre en état les surfaces

de culture et les chemins d'accès (cf. mesure 6.2). Pour cela, il est recommandé de repérer préalablement les fournisseurs de matériel adéquat et la main-d'œuvre à laquelle on pourrait avoir recours.

Conseils à suivre préventivement

- ▶ L'entretien régulier des fossés permet un ressuyage des sols plus rapide ce qui accélère le moment où l'on peut intervenir sur les parcelles. On préférera, pour le réaliser, un entretien doux à un curage mécanique. Attention, le curage des fossés n'est pas toujours permis.
- ▶ De même, sachez que l'entretien régulier des haies minimise le dépôt de déchets sur les parcelles.

Prévoir les moyens de remettre en état les bâtiments, les serres et le matériel

- ▶ Le nettoyage et la réfection des bâtiments, des serres et du matériel peut nécessiter :
 - du matériel particulier : pompe, déshu-

midificateur (pour les bâtiments abritant des biens sensibles à l'humidité), karsher (pour nettoyer les serres), etc.

- des compétences spécifiques (réparation des serres...).

Essayez d'en faire une liste et de repérer les entrepreneurs ou fournisseurs auxquels vous pourriez vous adresser.

Sachez cependant que les constructeurs de serres risquent d'être très sollicités si une inondation importante a lieu, ce qui peut allonger considérablement les délais de remise en état des serres (de quelques semaines à plusieurs mois).

Prévoir les moyens de relancer la production sur les sites inondés

Pour relancer la production le plus rapidement possible, il est nécessaire :

- de disposer, selon votre activité, de semences ou de plants. Il peut être utile pour cela de repérer à l'avance les fournisseurs hors zone inondable auprès desquels vous

pourrez vous procurer des produits adéquats ;

- que leur mise en culture soit compatible avec la réalisation d'autres travaux sur les sites non inondés (main d'oeuvre et trésorerie disponibles) ;
- de disposer d'un matériel de culture en état de fonctionnement (ce matériel doit donc avoir été préservé de la crue).

Quelques conseils à suivre après la crue

- Les réseaux et appareils électriques peuvent être endommagés. La remise en service de ceux-ci nécessite de faire appel à des spécialistes souvent très sollicités quand le territoire inondé est grand. Dans tous les cas, avant d'effectuer les travaux de réaménagement, assurez-vous qu'ils soient parfaitement secs et que les joints et tuyaux d'alimentation du gaz et de l'eau ne soient pas endommagés.
- Sachez par ailleurs que le nettoyage rapide du matériel qui a été inondé permet d'éviter qu'il ne se dégrade davantage.
- Concernant le système d'irrigation, il est important de contrôler son état après la crue, avant toute réutilisation.

Prévoir de mobiliser toutes les formes d'aide possibles après l'inondation

Comment se faire dédommager ?

Avant tout travail de réaménagement, faites l'inventaire précis des biens (matériel, bâtiments, stocks) et des productions endommagés et prenez des photos des dégâts afin de constituer un dossier complet (cf. mesure 5.1). Sur la base de ce dossier, et notamment si votre commune est déclarée en état de "catastrophe naturelle", vous pourrez solliciter votre assurance, ainsi que le service des calamités agricoles à la DDAF (si un arrêté de calamité agricole est pris) pour obtenir réparation de vos dommages. Le système des calamités agricoles n'indemnise que les dommages aux biens non assurables. Les assurances privées couvrent quant à elles les biens pour lesquels vous avez souscrit un contrat (cf. mesure 5.2).

Solliciter de l'aide de main-d'œuvre et de l'aide financière

La remise en route de l'activité peut entraîner des frais et des besoins de main- d'œuvre

importants (ex : reconstruction des serres, location de matériel, etc.). Les indemnisations des assurances ne sont pas toujours suffisantes pour couvrir ces frais.

Il peut être utile dans ce cas de solliciter une aide supplémentaire auprès :

- des banques : pour l'obtention de crédits de trésorerie à taux réduits,
- de la MSA et de vos fournisseurs, auprès desquels vous pouvez obtenir des reports de paiement de vos factures,
- des syndicats, des coopératives, des organisations professionnelles agricoles, des filières, des lycées agricoles et des collectivités pour obtenir des aides financières, matérielles et humaines. Sur ce dernier point, il faut veiller cependant à disposer d'une main-d'œuvre relativement qualifiée en fonction des tâches à exécuter.

L'obtention de ces aides supplémentaires n'est pas "automatique". Votre demande aura d'autant plus de chance d'aboutir que vous vous serez organisés en groupes d'exploitants sinistrés.

Prévoir de relancer la production dans de bonnes conditions après la crue

Des complications peuvent se produire sur les sites de production réimplantés après la crue : développement très important des adventices (pour les productions de pleine terre), explosion parasitaire (dans les serres remises en culture notamment)... Pendant les semaines et les mois qui suivent la crue, soyez attentif afin d'effectuer au bon moment et avec un maximum d'efficacité les désherbages et les traitements adéquats.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est de favoriser :

- ▶ une remise en route de l'exploitation plus rapide et plus efficace (par la prévision des besoins de main d'oeuvre, de matériel, par une amélioration de l'indemnisation des dommages subis...),
- ▶ de limiter au maximum les pertes indirectes à long terme que vous pourriez subir à la suite d'une inondation (comme les pertes de marché, de clients ou la dégradation sanitaire des surfaces de production).

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

L'élaboration proprement dite d'un plan de réaménagement nécessite uniquement du temps de réflexion et d'organisation. Elle relève de l'initiative propre de l'exploitant. Cependant le plan aura d'autant plus de chance d'être efficace s'il s'inscrit dans une démarche collective (groupement d'exploitants), permettant la mise en commun de la force de travail et du matériel. L'organisation collective permet également d'éviter les incompatibilités (emprunt du même matériel par deux exploitants par exemple) et également de solliciter et d'impliquer plus facilement la collectivité pour mettre à disposition des moyens communaux (terrains, véhicules, main-d'œuvre...)

▶▶ TÉMOIGNAGE

La mobilisation et l'entraide après une crue se manifestent extrêmement souvent pour aider les exploitants à réaménager leur exploitation. On peut citer de nombreux exemples au cours de sinistres récents : l'Aude, les Pyrénées Orientales et le Tarn (crue de Novembre 99), le Gard, le Rhône, la Somme... Toutefois, cette aide de main-d'œuvre n'est pas toujours facilement utilisable par les exploitants sinistrés car elle manque parfois de savoir-faire, d'expérience et n'est pas toujours bien orientée par l'exploitant, lui-même un peu dépassé par les nombreux travaux à conduire. Ainsi, les exploitants ayant préparé un plan de réaménagement seront mieux à même d'utiliser efficacement toute l'aide qui pourra leur être accordée à la suite d'une crue.

Mesure 2.1

Limiter les stocks d'intrants en zone inondable par une gestion en flux tendu



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Limiter les pertes de stocks d'intrants (engrais, phytosanitaires...) mais également les pollutions qui pourraient survenir en cas d'inondation de ces stocks.

Ces pollutions dépassent l'échelle même de l'exploitation et peuvent toucher d'autres exploitations mais également d'autres secteurs : pollution des captages

d'eau potable, impact écologique, etc. Cette mesure n'a bien sûr d'intérêt que si les stocks d'intrants sont habituellement entreposés dans la zone inondable.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Cultures de plein champ, cultures pérennes, élevage herbivore, maraîchage hors sol et horticulture		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à gérer en flux tendu les stocks d'intrants (engrais et phytosanitaires) c'est-à-dire à réduire au maximum la durée de stockage des intrants sur l'exploitation.

Ainsi, en cas d'inondation, les volumes de stocks d'intrants à évacuer seront très faibles, ce qui libèrera du temps pour évacuer le reste des biens d'exploitation.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la réduction des pertes de stocks d'intrants et la protection du territoire contre une pollution par des phytosanitaires des sols et des eaux.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes principales de mise en œuvre de cette mesure sont :

- l'augmentation des charges liée au coût des intrants plus élevé : la gestion en flux tendu ne permet pas de bénéficier des prix avantageux pratiqués en période creuse,
- le risque de ne pas disposer des produits que l'on veut au moment où on en a besoin,
- le temps de transport supplémentaire.

Mesure 2.2

Adapter ses réseaux en fonction du risque inondation



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Intégrer la notion du risque inondation dans l'adaptation des réseaux d'électricité et d'évacuation des eaux usées.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à adapter le réseau électrique en mettant hors d'eau le tableau électrique, en créant un réseau descendant (les réseaux descendent du plafond et des parties supérieures du logement) et séparatif entre les pièces inondables et celles hors d'eau (installation d'un coupe-circuit permettant de mettre hors tension la partie de l'habitation soumise aux risques).

Il s'agit également d'installer un clapet anti-retour sur l'évacuation des eaux usées.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

La mise hors d'eau du tableau électrique permet, en plus de la sécurisation du matériel, de s'affranchir des dysfonctionnements liés aux courts-circuits.

La mise en place d'un système descendant évite la stagnation de l'eau dans les lignes et facilite son évacuation, permettant ainsi de réduire non seulement les risques de dysfonctionnement mais aussi de minimiser les dégâts aux cloisons.

La création d'un système séparatif offre l'avantage de circonscrire les dégâts éventuels aux seules pièces inondables, en évitant les remontées capillaires d'eau. Elle facilite les opérations de séchage et de nettoyage et permet une ré-appropriation des lieux dans des conditions de confort meilleures.

L'installation d'un clapet anti-retour permet d'éviter les remontées d'eaux par les toilettes et les remontées d'égouts. L'habitation est mieux protégée contre les problèmes d'odeurs nauséabondes et d'arrivées d'eaux sales qui compliquent le nettoyage et peuvent engendrer des problèmes sanitaires.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Pas de contraintes particulières en matière électrique, si ce n'est que l'habitation peut être néanmoins privée d'électricité en cas de coupure décidée par les gestionnaires du réseau EDF.

La mise en place du clapet anti-retour nécessite la vérification de la capacité de la canalisation à supporter la surpression engendrée.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans le Gard, il a été obtenu la possibilité de ne pas reconstruire à l'identique en adaptant les réseaux au risque d'inondation. Ces travaux ont permis la non augmentation des primes d'assurance suite au sinistre.

Mesure 3.1

Prévoir la possibilité de surélever le petit matériel mobile au-dessus des plus hautes eaux prévues par le scénario



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Réduire l'exposition du petit matériel tel que les pompes électriques, les outils craignant l'eau (roulement à bille), les outils à moteur, etc., en prévoyant des rangements

permettant de les surélever rapidement en cas d'alerte de crue. Ce type de matériel n'est en effet pas toujours prioritaire lors de l'évacuation.

La mise hors d'eau de celui-ci doit donc être rapide et pour cela doit être prévue à l'avance.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à prévoir des lieux de rangement surélevés comme par exemple des raks (grandes étagères fixées au mur), des rayonnages lourds, des échafaudages, des palettes, tréteaux, parpaings, etc. Vous pouvez également prévoir pour certains types de matériel de les surélever en les suspendant au plafond. Prévoyez pour cela treuil, câble, élingues, plafonniers...

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes de mise en œuvre de cette mesure sont :

- le coût du matériel de rangement nécessaire pour la surélévation,
- le temps d'installation et d'organisation de ce matériel de rangement.

▶▶ TÉMOIGNAGE

En Saône et Loire, un maraîcher a organisé son hangar de manière à pouvoir mettre sur des étagères, hors d'eau, tout son matériel mobile en cas d'alerte de crue.

En Vaucluse, un arboriculteur a fait de même dans son hangar suite aux crues de 1993.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est de réduire les dommages sur le petit matériel d'exploitation mobile et ainsi de faciliter la reprise de l'activité de production.

Mesure 3.2

Surélever de façon permanente le matériel fixe sensible au-dessus des plus hautes eaux prévues par le scénario



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Réduire l'exposition aux inondations du matériel fixe.
L'inondation de ce matériel est en effet iné-

vitable, en cas d'inondation, s'il se situe en zone inondable (pas de possibilité d'évacuation). Dans ces cas là, les dommages

directs peuvent être importants et la reprise de l'activité agricole compromise ou retardée.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à surélever de façon permanente au-dessus des plus hautes eaux prévues par le scénario le matériel que l'on ne peut évacuer tel que les chaudières, centrales de ventilation, installations frigorifiques, installations téléphoniques, etc.

Il faut cependant veiller à ce que le matériel ainsi surélevé reste d'une utilisation pratique.

Les réseaux d'électricité et d'évacuation des eaux usées font l'objet d'une fiche spécifique : « Adapter ses réseaux en fonction du risque inondation ».

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la réduction des dommages directs au matériel fixe et l'accélération de la reprise de l'activité après la crue.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts principaux de mise en oeuvre de cette mesure sont :

- les coûts de la surélévation. Ceux-ci peuvent être très importants notamment quand cela nécessite de revoir l'ensemble d'une installation : installation téléphonique, etc,
- le temps de travail nécessaire pour surélever ce matériel,
- la gêne éventuelle que cela engendre dans la manipulation de celui-ci,
- pour le matériel situé dans les serres (chaudière notamment), la surélévation est limitée par la hauteur de la structure. On se référera alors plutôt à la mesure 7.3.

Cette mesure n'élimine pas la détérioration du matériel liée à l'humidité ambiante qui est importante en cas d'inondation.

Cette mesure doit s'envisager dès que des travaux ou des modifications sont apportés aux bâtiments ou lors de la modernisation du matériel.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans le Loiret, les chaudières sont systématiquement surélevées dans les serres situées dans des zones inondables.

En Indre et Loire, certains exploitants ont installé leurs stations de pompage hors d'eau ce qui leur a permis de ne pas avoir de dégâts lors de la crue de 2001.

Mesure 3.3

Surélever les bâtiments d'exploitation ou les aires de stockage au-dessus des plus hautes eaux prévues par le scénario



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Réduire l'exposition aux inondations de l'ensemble des biens (stocks d'intrants, de production, matériel fixe ou mobile), soit en réhaussant directement les bâtiments, soit en aménageant des plateformes de

stockage à l'intérieur des bâtiments. En effet, en cas de crue, l'évacuation des stocks peut s'avérer très difficile (chemins d'accès bloqués, délai d'alerte insuffisant, matériel de transport indisponible, etc.).

Celle du matériel fixe est de toute façon impossible. La seule solution dans ces cas là consiste ainsi à surélever ses bâtiments et ses aires de stockage.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant ou groupement d'exploitants			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste soit à réhausser définitivement les bâtiments d'exploitation en les remblayant avec du matériau drainant, soit à installer une plateforme c'est à dire une sorte d'étage au sein d'un ou plusieurs bâtiments d'exploitation, à condition que la hauteur des plafonds le permette (qui permettrait de stocker la production agricole ou les intrants en hauteur). Il existe des plateformes de 2,5 mètres de hauteur qui peuvent supporter 300 kg par mètre carré.

Pour le remblai, deux techniques peuvent être utilisées :

- Le remblaiement simple. Si le remblai est posé sur une dalle, celle-ci doit être rendue préalablement perméable,

- Le remblaiement avec mise en place d'une dalle de béton sur le remblai. Cette solution est utile quand des véhicules doivent circuler régulièrement et/ou qu'un nettoyage régulier est nécessaire.

Dans les deux cas, il est nécessaire, avant d'entamer les travaux, de vous renseigner sur les hauteurs d'eau qui peuvent être atteintes en cas de crue, puis de fixer en fonction de ces hauteurs d'eau une hauteur remblai ou de plateforme adéquate. Il faut pour cela soit vous reporter au scénario d'inondation que vous avez rempli, soit vous renseigner auprès des mairies ou consulter les atlas des zones inondables quand ils sont disponibles.

Ces travaux peuvent être réalisés à l'occasion de travaux de modernisation ou de réfection des bâtiments.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure, en cas d'inondation, est de réduire les dommages directs sur l'ensemble des biens d'exploitation (matériel et stocks).

Cette mesure permet ainsi de faciliter et d'accélérer le redémarrage de l'activité en limitant les tensions sur la trésorerie, l'ampleur des travaux de réaménagement.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts principaux de mise en oeuvre de cette mesure sont :

- les coûts d'achat et de pose du remblai, si c'est cette solution qui est choisie. Le coût d'achat dépend de la proximité d'une carrière. En fonction de la hauteur de celui-ci, un mur de soutènement peut être nécessaire ;

Exemple de coût observé dans le Gard :

Plateforme intérieure pour matériel fixe de 300 m² sur 40 cm de hauteur : 38 000 €.

- le temps nécessaire au montage des dossiers administratifs si les travaux sont soumis au régime de déclaration ou d'autorisation (cf. «aspects réglementaires»);
- la gêne occasionnée pendant la durée des travaux ;
- les risques d'accroissement des difficultés de nettoyage et de ressuyage du remblai ;
- dans le cas de la mise en place d'une plateforme, la principale contrainte est d'ordre financière. Par ailleurs, la mise en place d'une plateforme peut provoquer des difficultés de manipulation des stocks. Il faut notamment veiller à ce que les stocks de produits phytosanitaires soient utilisables sans augmenter les risques de pollution accidentelle.

▶▶ ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

Les remblais en zone inondable sont soumis à une procédure définie par la Loi sur l'Eau. Ils relèvent de la nomenclature "3.2.2.0" sur les surfaces soustraites au libre écoulement des eaux, dans le lit majeur, considéré comme étant la zone naturellement inondable par la plus forte crue ou la crue centennale.

Les remblais d'une surface comprise entre 400 m² et 10 000 m² sont soumis à déclaration.

Les remblais d'une surface supérieure à 10 000 m² font l'objet d'une procédure d'autorisation.

Les constructions en zone inondable, qu'elles soient nouvelles ou effectuées sur des bâtiments existants, nécessitent dans tous les cas le dépôt d'une demande de permis de construire, qui peut être assortie de certaines prescriptions imposées par le règlement d'urbanisme de la commune.

Les PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) imposent dans certains cas la surélévation des bâtiments.

Pour en savoir plus sur les aspects réglementaires de cette mesure, vous pouvez contacter votre mairie.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans la Sarthe mais aussi en Indre et Loire, des exploitants ont surélevé leurs bâtiments d'exploitation de 80 cm afin de les mettre hors d'eau en réhaussant le sol au moyen de matériau disponible à proximité. Certains ont profité d'investissements de rénovation des bâtiments pour réaliser ces travaux de surélévation.

Dans la Drôme, un arboriculteur a surélevé son hangar où était entreposé son matériel et ses stocks, suite aux crues de 1993.

Mesure 3.4

Créer des zones refuge pour le matériel, le cheptel et les stocks



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Minimiser en cas de sinistre les dommages au cheptel, matériel et stocks de produits finis, récoltes ou intrants, afin de fragiliser le moins possible les capacités financières de l'exploitation à faire face aux autres dommages subis.

La création d'une zone refuge à l'extérieur

et à proximité immédiate de l'exploitation permettra la mise en sécurité des biens et des outils de production de l'exploitation en cas de délai d'alerte insuffisant pour évacuer ou d'inaccessibilité aux zones de repli. La zone refuge peut être réalisée de façon collective (groupement d'exploitants),

dans l'objectif de mutualiser les moyens, même si cela implique de prévoir dès sa conception une organisation qui permette de gérer son utilisation en cas de crise (à prévoir dans son plan d'urgence, cf. mesure 1.1).

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant ou groupement d'exploitants		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Les zones refuge sont des zones surélevées adaptées à l'usage requis :

- Matériels et fourrages : dalle bétonnée réalisée avec une marge de sécurité par rapport aux plus hautes eaux connues ;
- Animaux : butte en terre réalisée soit à partir de l'achat de la terre végétale, soit en récupérant de la terre sur l'exploitation (curage de fossés par exemple).

Les aménagements sont à réaliser dans le respect des règles de l'art afin de s'assurer de leur efficacité optimum lors de la survenance de l'aléa.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est de limiter les pertes en cas d'inondation :

- Réduire les risques pour le personnel chargé du déplacement du matériel roulant et de l'évacuation des animaux ;
- Minimiser les dommages au matériel et faciliter le réaménagement et la remise en route de l'exploitation ;
- Préserver le cheptel vis-à-vis de la mortalité, des blessures et des risques sanitaires générés par le contact avec d'autres troupeaux ;
- Ne pas manquer de fourrage après les inondations.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Elle engendre des surcoûts importants (béton, terre...).

Exemple de coût observé dans le Gard : Plateforme extérieure pour matériel fixe de 300 m² sur 40 cm de hauteur : 38 000 €,

Plateforme extérieure pour matériel mobile de 100 m² sur 3 m de hauteur : 63 000 €.

▶▶ ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

Les remblais en zone inondable sont soumis à une procédure définie par la Loi sur l'Eau. Ils relèvent de la nomenclature « 3.2.2.0 » sur les surfaces soustraites au libre écoulement des eaux, dans le lit majeur, considéré comme étant la zone naturellement inondable par la plus forte crue ou la crue centennale.

Les remblais d'une surface comprise entre 400 m² et 10 000 m² sont soumis à déclaration.

Les remblais d'une surface supérieure à 10 000 m² font l'objet d'une procédure d'autorisation. Pour plus de renseignement, n'hésitez pas à contacter votre mairie.

Mesure 4.1

Réduire la vulnérabilité du matériel d'irrigation



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Limiter les dégâts sur le matériel d'irrigation ainsi que sur le réseau hydraulique de l'exploitation.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Productions irriguées			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à prévoir la possibilité d'évacuer le matériel d'irrigation des surfaces de culture (canalisations). En cas de crue, les tuyaux peuvent en effet être emportés par le courant, être endommagés et favoriser la formation d'embâcle.

Il faut pour cela prévoir la main-d'œuvre et les moyens de transport suffisants ainsi qu'un lieu de stockage hors zone inondable. Il faut veiller à ce que le transport soit minimisé en disposant d'un véhicule le plus grand possible pour limiter les trajets. Si on ne peut évacuer ce matériel pendant le délai d'alerte, a minima on remplira les tuyaux d'eau, quand cela est possible, afin de les alourdir.

En ce qui concerne les stations de pompage, quand cela est possible, on veillera à implanter ou transférer les forages hors zone inondable. Dans le cas contraire, il est recommandé de prévoir la possibilité de couvrir les forages situés en zone inondable afin qu'ils ne s'ensablent pas en cas d'inondation ainsi que de réhausser de manière permanente les moteurs ou de les

démonter pendant le délai d'alerte.

En fin de campagne il est conseillé de les démonter.

Concernant le réseau d'irrigation de l'exploitation, il serait souhaitable de favoriser un système de canalisations enterrées, lorsque cela est possible, afin de le protéger.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la réduction des dommages directs sur le matériel d'irrigation.

Les canalisations enterrées ne nécessitent pas d'évacuation ; un gain de temps et de main-d'œuvre est ainsi réalisé au moment de l'alerte.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

L'évacuation du matériel d'irrigation des surfaces de culture implique un temps d'organisation et de planification.

L'enfouissement des canalisations représente un coût et une charge de travail supplémentaires au moment de l'installation. Le prix d'achat des canalisations à enterrer est plus élevé que celui des canalisations aériennes, un diamètre supérieur étant nécessaire.

▶▶ TÉMOIGNAGE

En Indre et Loire, certains exploitants ont installé leurs stations de pompage hors d'eau ce qui leur a permis de ne pas avoir de dégâts lors de la crue de 2001.

Mesure 4.2

Favoriser les productions en dehors de la zone inondable



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Réduire la part du chiffre d'affaires dépendant de la zone inondable en favorisant la production en dehors de cette zone.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

La mesure consiste :

- soit à diversifier son parcellaire par l'achat, la location ou l'échange de parcelle afin de réduire la part de la surface exploitée dans la zone inondable. Cette diversification peut avoir lieu par exemple à l'occasion de l'agrandissement de l'exploitation ;
- soit à diversifier l'emplacement des serres afin qu'elles ne soient pas toutes situées en zone inondable ;
- soit à créer un nouvel atelier de production hors zone inondable.

Les nouveaux lieux de production doivent être accessibles même en période de crue afin que l'activité agricole ne soit pas suspendue le temps de l'inondation.

Cette mesure sera d'autant plus facile à mettre en œuvre si les sites de production situés hors zone inondable sont relativement autonomes en main-d'œuvre et en matériel.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est :

- la réduction des dommages directs aux productions, aux serres et au matériel qu'elles contiennent,
- la réduction des perturbations indirectes liées à l'inondation des surfaces de production : travail de réaménagement moindre, limitation des tensions sur la trésorerie, limitation des risques de perte de marché ou de clients.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts principaux de mise en œuvre de cette mesure sont :

- la moindre rentabilisation des équipements (serres, irrigation, etc.) du fait de la séparation des sites de production ;
- le temps de transport supplémentaire dû à l'éloignement éventuel des nouvelles parcelles du siège d'exploitation ;

- les coûts d'investissement initiaux (matériel, etc.), dans le cas de la création d'un nouvel atelier de production ;
- la difficulté à louer ou à acheter des terres dans les secteurs où la pression foncière est forte.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans l'Aude, certains maraîchers ont réparti en plusieurs endroits leur surface de production afin de diminuer l'exposition de leur exploitation aux différents aléas climatiques et notamment aux inondations.

Mesure 4.3

Déplacer le siège d'exploitation en dehors de la zone inondable



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Cette mesure est particulièrement pertinente quand l'activité est très exposée aux inondations, c'est-à-dire que l'ensemble de

ses bâtiments et de son matériel risque d'être sous l'eau (avec des hauteurs importantes) et que l'évacuation des outils de

production est très problématique compte tenu de la situation géographique de l'exploitation.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure vise à déplacer le site de production (serres, hangars, chambre froide et autres bâtiments liés à la production) en zone non inondable. Cela peut se faire, notamment, à l'occasion d'un investissement important sur l'exploitation tel que son agrandissement ou la modernisation des bâtiments. Au minimum, on veillera à implanter les nouveaux bâtiments dans des zones non inondables, notamment dans le cas de l'implantation d'un nouvel atelier de production.

- de faciliter grandement le redémarrage de l'activité à la suite d'un épisode de crue.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts de la mise en œuvre de cette mesure sont :

- le coût financier important d'achat, de location ou de construction de nouveaux bâtiments et de déménagement du siège. Dans le cas où seuls certains bâtiments sont déplacés, le coût d'investissement sera moindre mais des contraintes liées à l'éloignement des bâtiments du siège d'exploitation (temps de transport, etc.) peuvent alors apparaître ;
- la perte de la valeur immobilière des bâtiments et du terrain situés en zone inondable quand l'exploitant en est pro-

- priétaire ;
- le travail d'organisation, de suivi de chantier et de montage de dossier nécessaire pour réaliser le déménagement.

La faisabilité de la mesure dépend par ailleurs, bien évidemment, de la disponibilité de terrain et/ou de bâtiment hors zone inondable dans un périmètre pas trop éloigné des parcelles de l'exploitation.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans le Gard, un exploitant a décidé de déplacer bâtiments, serres et habitation. Il garde sur le site prairies, céréales et vignes.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est :

- de réduire les dommages directs aux bâtiments et au matériel,
- de préserver le chiffre d'affaires,

Mesure 5.1

Réaliser une évaluation rigoureuse de toutes les pertes directes et indirectes encourues et des travaux de réaménagement



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Constituer un dossier solide qui pourra servir de base à des demandes d'indemnités auprès des assurances mais aussi des services de l'Etat ou des collectivités.

Les retours d'expérience révèlent, en effet,

que face aux organismes susceptibles d'indemniser certaines pertes (assurances, Etat...), un dossier bien argumenté et élaboré par une personne externe est un atout non négligeable.

Et ce d'autant plus qu'il n'est pas facile d'évaluer correctement les dommages directs et surtout indirects, notamment quand c'est la première fois que l'on est confronté à un tel événement.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Le calcul de l'ensemble des pertes directes et indirectes encourues lors d'un épisode d'inondation doit être réalisé par une personne « indépendante » externe à l'entreprise : expert privé ou bien proposé par un organisme agricole (organisme professionnel, chambre d'agriculture, etc.).

Il doit prendre en compte les dommages suivants :

▶ Dommages observables quelques jours après la crue :

Dommages sur les surfaces de culture

- Pertes de productions implantées subissant la crue (asphyxie, arrachage, salissure, contamination, absence de

débouchés commerciaux pour des productions qui seraient abîmées sans être détruites...);

- Perte de la mise de fonds effectuée sur les parcelles (travail du sol, plantation, engrais, traitements...);
- Dégradation de la qualité agronomique des sols : compactage, creusement de ravines, érosion, stérilisation (destruction de la microfaune du sol), pollution (par des hydrocarbures, produits phytosanitaires, chimiques...), modification de la structure des sols (dépôts importants de sable, de cailloux, de limon...);
- Dépôts de débris divers sur les parcelles (plastic, branches...) nécessitant un lourd travail de nettoyage;

- Dégradation des petits ouvrages agricoles : endommagement des talus, comblement des fossés de drainage, ravinement des chemins d'accès aux parcelles et au siège...

Dommages sur matériel

- Endommagement des serres;
- Endommagement du matériel de culture (tracteurs, tout matériel ayant des roulements à billes...);
- Destruction ou endommagement du matériel électrique (moteurs, pompe d'irrigation, système de ventilation, frigos etc.);
- Destruction ou endommagement du matériel d'irrigation.

Dommmages sur bâtiments

- Fragilisation des fondations des bâtiments (apparition de fissures...);
- Détérioration des murs, bardages, enduits.

Dommmages sur stocks

- Destruction des stocks : productions, intrants (engrais...) par contact direct ou indirect avec l'eau.

▶ Impacts indirects survenant plusieurs semaines ou mois après la crue :

Dommmages sur les productions réimplantées après la crue

- Pertes supplémentaires de production pouvant avoir diverses origines : augmentation des maladies parasitaires, modification de la nature des sols, prise de retard dans les travaux du fait de la nécessité de réaménager le site de production, etc...

Dommmages sur les débouchés de l'exploitation

- Pertes de clientèle ou de débouchés commerciaux liées à l'impossibilité d'honorer les contrats en cours et plus largement à l'absence de l'entreprise sur le marché pendant le temps de remise en route de la production.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

Cette mesure permet d'augmenter les chances de l'exploitant d'obtenir une meilleure indemnisation de l'ensemble des dommages subis.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Le coût de la mise en oeuvre de cette mesure est de deux ordres :

- le coût d'un expert ou d'un conseil indépendant. Celui-ci peut être privé ou bien proposé par un organisme agricole (organisme professionnel, chambre d'agriculture, etc.). L'expertise « indépendante » sera d'autant moins coûteuse que la demande d'expertise regroupera plusieurs sinistrés. Il est donc plus intéressant de se regrouper afin de mettre en commun les coûts d'expertise. Par ailleurs, il n'est pas toujours facile de mobiliser un expert indépendant pour un seul sinistré ;
- le temps de recensement et d'identification des différents dommages. Le calcul des pertes directes et indirectes nécessite un temps de travail administratif (prises de photos, constitution de dossiers...) mais aussi de terrain (analyse des sols, état des stocks, visite des parcelles...).

Le calcul des pertes directes et indirectes sera d'autant plus aisé que les documents (factures, bilan financier, contrats d'assurance...) pourront être mobilisés facilement. Il faut donc que ceux-ci ne soient pas exposés aux risques d'inondation.

La constitution d'un dossier recensant les pertes directes et indirectes doit être progressive, débiter dans les jours qui suivent le sinistre (afin de prendre des photos...) et se poursuivre pendant plusieurs mois afin de bien identifier les dommages qui peuvent ne pas être visibles dans les premiers jours (diminution de la fertilité des sols, etc.).

Mesure 5.2

Assurer son exploitation: bâtiments, matériels, récoltes et activité



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Assurer l'exploitation sur les pertes qu'elle peut subir en cas d'inondation : sur les bâtiments, les matériels, l'activité et les récoltes.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Les **bâtiments et matériels** peuvent être assurés par l'intermédiaire des contrats d'assurance « **Dommages multirisques** », qui ouvrent droit à la garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles. Cette assurance permet de reconstituer, après un sinistre, le patrimoine professionnel garanti : bâtiments, machines, matériels et stocks. Les conditions d'éligibilité sont l'extension de garantie « Catastrophe Naturelle » obligatoire à tout contrat d'assurance dommages et la prise d'un arrêté interministériel après le sinistre.

Les **dégâts sur les récoltes et le cheptel** hors bâtiments sont habituellement pris en charge par le régime des **Calamités Agricoles** qui s'applique aux dommages non assurables, d'importance exceptionnelle, dus à des variations anormales d'intensité d'un agent naturel, lorsque les moyens techniques de lutte préventive et

curative employés habituellement dans l'agriculture n'ont pu être utilisés ou se sont révélés insuffisants ou inopérants. Il ouvre droit à 2 modes de soutien aux victimes :

- l'indemnisation servie par le Fonds de garantie
- les prêts « Calamités »

Pour être éligible, l'exploitation sinistrée doit être assurée au minimum contre les incendies sur les bâtiments. Pour les exploitations n'ayant pas de bâtiments, l'assurance de base devient l'assurance grêle. L'assurance doit dans tous les cas alimenter le Fonds National de Garantie des Calamités Agricoles et de l'Assurance.

Les biens indemnisables sont les pertes de récolte (récoltes sur pieds et pertes de cultures dont le cycle végétatif est inférieur ou égal à un an) et/ou les pertes de fonds (cultures pérennes, et dégâts aux sols).

Le calcul des pertes indemnisables résulte des données figurant au barème départemental actualisé chaque année. Pour les indemnisations de récoltes, la perte doit atteindre au moins 30 % du produit brut de l'espèce, 42 % pour les cultures « PAC », et être supérieure à 13 % du produit brut total de l'exploitation, avec un seuil minimum de pertes de 150 €. Pour les pertes de fonds, maximum = valeur de la terre, minimum 305 €.

Le régime des Calamités agricoles a l'avantage de mutualiser les risques sur l'ensemble du territoire français. Cependant, le taux d'indemnisation à l'exploitation reste en moyenne faible et insuffisant pour permettre un redémarrage acceptable après un sinistre. C'est pourquoi la Loi d'orientation agricole de 2006 a affirmé la nécessité pour les agriculteurs d'envisager une gestion du risque individualisée. Ainsi, le Fonds des Calamités

Agricoles est à présent fermement orienté vers le financement de produits d'assurance « privés » au travers de l'épargne de précaution pour les aléas courants et des assurances pour les « coups durs ».

► L'épargne de précaution pour les aléas courants : la Déduction fiscale pour Aléa (DPA)

Il s'agit d'un système d'épargne défiscalisée susceptible d'être utilisé par les exploitants « au réel » pour faire face à la réalisation de risques climatiques, économiques, familiaux ou sanitaires. Les déductions pour aléas peuvent être utilisées pour le paiement d'assurances aux biens ou pour les assurances perte d'exploitation avec des plafonds relevés.

► L'assurance pour les coups durs ou « Assurance récolte » avec 2 possibilités

- Un contrat multirisque à la culture, avec obligation de souscrire pour 100 % des surfaces de la culture de l'exploitation. Une franchise de 25 % est appliquée en cas de sinistre.
- Un contrat multirisque à l'exploitation, avec obligation de souscrire pour 80 % de la totalité des surfaces de l'exploitation. Une franchise de 20 % est appliquée en cas de sinistre.

L'Etat prend en charge, par l'intermédiaire du Fonds de garantie des calamités une partie de la prime d'assurance (35 % dans le cas général, 40% pour un Jeune Agriculteur), les collectivités locales, et les organisations de producteur peuvent compléter à concurrence de 50% du montant total.

► Les pertes d'exploitation

Il faut du temps pour rebâtir, pour relancer la production et pour retrouver une activité normale. Or, l'exploitation doit faire face à des charges fixes : amortissements, impôts et taxes, loyers, rémunérations du personnel, intérêts d'emprunts, etc. La prise en charge de ce « manque à gagner » ne relève pas des garanties de

l'assurance « multirisque » ni de « l'assurance récolte » et nécessite la souscription d'une assurance spécifique « pertes d'exploitation ». En cas de sinistre, celle-ci permettra à l'entreprise de retrouver la situation financière qui aurait été la sienne si le sinistre n'était pas survenu.

Les garanties de l'assurance pertes d'exploitation sont :

- d'assurer le paiement des salaires ;
- de faire face aux charges fixes (impôts, taxes, abonnement d'électricité, téléphone) ;
- de régler certains frais financiers ainsi que les frais supplémentaires ou dépenses inattendues telles que la location d'un local provisoire, les démarches administratives... dont la prise en charge permet de réduire l'importance des autres pertes financières ;
- de reconstituer le bénéfice d'exploitation escompté.

En cas de sinistre, il est important de contacter les organisations professionnelles agricoles pour savoir si des fonds exceptionnels peuvent compléter ces indemnisations par les assurances et par le fonds des calamités.

►► INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

Reconstituer des réserves financières suffisantes afin de pouvoir remettre en route l'exploitation agricole.

►► CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes sont principalement d'ordre financier, car il faut pouvoir financer ces différentes assurances. Il est nécessaire également de prendre du temps pour comparer toutes les offres.

Même lorsqu'elle est rendue obligatoire par la loi, l'obligation d'assurance est d'abord une obligation de s'assurer, qui pèse sur la personne porteuse du risque et non pas une obligation pour l'assureur d'assurer. Toutefois, afin de concilier l'obligation légale pour l'assuré de se garantir contre certains risques et le principe de liberté contractuelle que l'assureur peut faire valoir, la loi a créé un Bureau central de tarification, 1 rue Jules Lefebvre, 75009 Paris, qu'il convient de saisir en cas de difficultés avec votre assureur.

Mesure 6.1

Organiser un réseau local d'alerte de crue par et pour les exploitants



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

S'organiser entre exploitants d'un même territoire afin d'augmenter le délai d'alerte. En effet, celui-ci est déterminant pour li-

miter les dommages sur l'exploitation. On peut en disposant de quelques heures supplémentaires par rapport à l'annonce

officielle de la crue limiter grandement les dommages : évacuation du matériel, des stocks, surélévation des biens et stocks...

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Groupement d'exploitants		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

La mesure proposée consiste à organiser, à l'échelle d'un secteur géographique qui peut être la commune ou le canton, un réseau local d'exploitants qui aurait en charge de surveiller, en période de risque de crue, la montée des eaux et d'avertir directement les exploitants du réseau de la gravité de la situation et de la nécessité ou non d'évacuer.

Une telle organisation implique de désigner un ou des responsables en charge :

- des prises de contacts régulières en période de risque avec les services officiels d'annonce de crue (se renseigner auprès des mairies et des Services de Prévision de Crues, les SPC ; leur site « www.vigicrues.gouv.fr » informe le public et les acteurs de la gestion de crise en cas de risque de crue survenant sur les cours d'eau principaux) ;
- de la mise à jour régulière des coordonnées des exploitants exposés au risque inondation à prévenir en cas d'alerte.

En préalable à cette organisation, un travail de mise en commun des expériences

et des repères locaux de chacun doit être mené afin d'établir une correspondance entre les annonces officielles des niveaux des eaux en un point donné, disponibles sur les sites officiels d'alerte de crue, et le niveau réel des eaux sur le territoire concerné. Ainsi les exploitants pourront disposer d'information telle que : « Quand il y a 1 mètre d'eau au point de suivi des services de crue, il y a 80 cm d'eau dans mes serres 8 heures après ».

Il est à noter l'intérêt de créer ce réseau d'alerte en lien étroit avec la commune, le maire étant le partenaire majeur de la gestion d'un événement de sécurité civile.

De même, il est important que ce réseau d'agriculteur soit pris en compte dans le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) s'il existe. Le PCS est un outil mis à la disposition du maire pour organiser la mobilisation des moyens de proximité. Afin de coordonner ce réseau d'alerte à la mobilisation communale, rapprochez-vous de votre mairie.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est une réduction des dommages directs aux matériels, bâti-

ments et stocks de l'exploitation, car elle permet d'augmenter la précision des informations sur l'arrivée de l'eau (à quelle hauteur va-t-elle monter dans tel bâtiment ?...) et d'accroître le temps disponible pour une évacuation.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

La mise en place de cette mesure implique essentiellement un temps d'organisation collective qui pourrait éventuellement être pris en charge par un « relais local » (syndicat, association de producteurs, association de riverains, etc.).

▶▶ TÉMOIGNAGE

Plusieurs agriculteurs témoignent de l'intérêt d'une telle mesure. En Ardèche notamment, la mise en place d'un réseau local a permis aux exploitants de gagner 10 heures sur l'annonce officielle de la crue.

Mesure 6.2

Rechercher une association avec des exploitants situés en dehors de la zone inondable



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Accélérer la remise en route de l'exploitation après un épisode d'inondation, en mobilisant un réseau d'entraide disponible en période d'inondation, composé d'exploitants non exposés.

En effet, les dégâts causés par une inondation peuvent être nombreux et conséquents. Les travaux de réaménagement nécessitent alors, souvent, une force de travail importante pour remettre en état

des parcelles, des chemins d'accès, du matériel endommagé, et ce, tout en poursuivant l'activité sur le reste de l'exploitation.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

La mesure proposée consiste à rechercher une association avec des exploitants situés hors zone inondable. Cette association doit permettre à l'exploitant d'obtenir toute l'aide nécessaire en cas d'inondation (aide de main-d'œuvre, de matériel de transports...).

Cette mesure permet ainsi en cas d'inondation :

- de réaliser plus efficacement l'évacuation des biens (matériel, stocks, animaux),
- de procéder plus rapidement et plus efficacement aux travaux de nettoyage du matériel et des bâtiments,
- de réaménager rapidement les surfaces de culture endommagées pour permettre un cycle cultural sur l'année (nettoyage, travaux sur les accès, etc.) et réduire ainsi les pertes de chiffre d'affaires de l'année,

- de libérer du temps pour que l'exploitant puisse entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir des aides ou des indemnités (cf. mesure 5.1).

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

Cette mesure permet une remise en route rapide de l'exploitation et limite donc la perte de chiffre d'affaires.

Dans le cas d'une association forte (mise en commun du matériel, de la main-d'œuvre...), cette mesure permet également de réduire la part des biens d'exploitation exposés au risque d'inondation.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Cette mesure sera d'autant plus facile à mettre en œuvre que l'organisation locale de la filière est déjà bien structurée et dynamique (existence de groupements professionnels, etc.).

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans la Sarthe, le réseau local de mutualités d'entraide communale a été moteur pour appuyer les agriculteurs sinistrés dans leurs démarches pour obtenir des indemnités.

En Indre et Loire, un exploitant s'est associé avec une exploitation située hors zone inondable pour diversifier l'emplacement de sa production.

Mesure 7.1

Acheter un groupe électrogène



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Faire face, en cas d'inondation, aux coupures de réseaux électriques.

Celles-ci peuvent en effet durer longtemps (de quelques jours à une ou deux

semaines) et pénaliser voire empêcher la production et le stockage en chambre froide. Rappelons que même des entreprises peu touchées par les inondations

sont susceptibles d'être privées d'électricité.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à se doter d'un groupe électrogène.

Pour une exploitation avec habitation il est nécessaire de prévoir un groupe de 4,5 KW. Il est conseillé de privilégier les moteurs de marque fiable et des appareils ayant une capacité de réservoir de 10 à 12 litres pour une autonomie d'environ 12 heures.

Il est important de prévoir un stock de carburant.

L'emplacement du groupe électrogène doit être sécurisé et adapté (tenir compte du bruit notamment).

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est :

- la poursuite de la production hors sol sous serre (irrigation, chauffage, lumière),
- la conservation des productions entreposées en chambre froide.

Par ailleurs, cet investissement peut permettre de faire face à d'autres intempéries ou incidents pouvant provoquer des coupures de courant : tempête, gel, etc.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Le coût de la mise en œuvre de cette mesure est le coût d'achat d'un groupe électrogène (plusieurs milliers d'euros).

En cas d'inondation, l'utilisation du groupe électrogène implique que les stocks de carburant n'aient pas été endommagés et soient accessibles.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans le Gard, avec un appareil de ce type et la réserve de carburant accessible, un exploitant a pu rester 5 jours sans électricité, ne rien perdre, maintenir ses liaisons téléphoniques (recharge des portables) et suivre via internet l'évolution de la crue.

Mesure 7.2

Acquérir du matériel pour faciliter le nettoyage



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Acquérir du matériel de base facilitant la gestion des hauteurs d'eau dans les bâtiments pendant la crise et leur nettoyage dès la décrue amorcée.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

On investira prioritairement dans une pompe de capacité adaptée aux locaux en présence et dans un nettoyeur haute pression.

Il s'agira également d'acquérir le matériel de base tels raclettes, balais, tuyaux..

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de l'acquisition d'une pompe réside dans les possibilités qu'elle offre de contrôler le niveau d'eau dans les bâtiments en période de crise et d'évacuer les eaux en phase de décrue.

L'achat d'un nettoyeur haute pression facilite les opérations de nettoyage, permet de retrouver un état sanitaire satisfaisant dans des délais réduits.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Ces équipements nécessitent que l'électricité soit fonctionnelle ou que l'exploitation dispose d'un groupe électrogène de capacité suffisante [Cf. mesure « Acheter un groupe électrogène »].

L'utilisation d'un nettoyeur haute pression implique de disposer d'une eau propre.

La limite d'utilisation de la pompe intervient lorsque la hauteur d'eau atteinte par la crue est importante. Dans ce cas, afin de limiter la différence de pression entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment, il convient seulement de pomper pour contrôler le niveau d'eau à l'intérieur et non de viser à vider totalement le bâtiment. A ce titre une différence de hauteur d'eau de 1 mètre est jugée critique pour la résistance de la structure même du bâtiment.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Lors des inondations de 2003, dans le Gard, les exploitations dotées de ce matériel ont vu leurs temps de travaux de remise en état des bâtiments diminués de manière considérable ainsi que leur besoin en main-d'œuvre affectée au nettoyage.

Mesure 7.3

Préserver les chemins d'accès



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Préparer de meilleures conditions de déplacement pendant la crise et la remise en route de l'exploitation en s'assurant que

les accès aux parcelles et au siège resteront praticables. En effet, en cas d'inondation, les chemins d'accès mal entretenus

peuvent être très endommagés empêchant tout passage et retardant la remise en route de l'exploitation.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à :

- faire d'éventuels travaux de détournement pour mettre hors d'eau une partie des chemins ;
- consolider préventivement les chemins d'accès de l'exploitation ;
- identifier les différentes possibilités de louer ou de se faire prêter du matériel spécifique (niveleuse, bull, tractopelle, etc.) ainsi que les différentes sources possibles de matériau (terres, graviers, etc.) permettant de remettre rapidement en état les chemins d'accès aux parcelles et/ou au siège d'exploitation. Il faut tenir compte du fait que celles-ci risquent d'être très sollicitées, en cas d'inondation, par les exploitants sinistrés ;
- baliser les chemins d'évacuation principaux avec des repères de hauteur.

remise en route plus rapide de l'exploitation après la crue voire la poursuite de l'activité pendant la durée de la crue (dans le cas de travaux de détournement des chemins).

le cadre d'une association par exemple. Ce matériel peut, en effet, être utilisé à d'autres travaux que les travaux de réaménagement après une inondation.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts principaux de mise en œuvre de cette mesure sont :

- les coûts des travaux de détournement ou de consolidation à entreprendre (achat et pose du matériau nécessaire, location de matériel spécifique) ;
- le temps de travail nécessaire qui peut venir en concurrence avec d'autres tâches de l'exploitation ;
- le temps de prospection pour identifier les différentes possibilités de mobiliser le matériel et les matériaux de réparation des chemins d'accès. En cas d'inondation, la mise en œuvre effective implique des coûts de location de matériel et d'achat des matériaux.

Notons enfin que le matériel nécessaire aux travaux préconisés peut faire l'objet d'un investissement commun, dans

▶▶ ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

La consolidation ne doit pas entraîner de surélévation des chemins d'accès. Par ailleurs, le détournement des chemins peut être réglementé.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans le Gard en 2003, de nombreux exploitants ont perdu du matériel sur des chemins non balisés.

En Indre et Loire, un exploitant estime que c'est la consolidation de ses chemins d'accès qu'il avait réalisée en prévision d'inondations éventuelles qui lui a permis d'accéder plus rapidement à ses parcelles lors des inondations de 2001. Ses chemins d'accès n'avaient subi, en effet, que très peu de dommages.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la sécurisation du transport en cas d'évacuation et la

Mesure 7.4

Planter et entretenir des haies brise-courant



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Utiliser les capacités de « peigne à embâcles » et de « brise-courant » des plantations d'arbres et arbustes afin de limiter les dégâts sur les parcelles et/ou les bâtiments.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant ou groupement d'exploitants		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Les arbres en bordure de parcelle sont souvent perçus comme des concurrents à la production ou simplement comme des brise-vent. Ils peuvent pourtant jouer un rôle très important dans le ralentissement des courants et le dépôt d'embâcles ou de sédiments.

Cette mesure consiste à :

- Déterminer les secteurs où il est nécessaire de protéger les parcelles ou les bâtiments des dépôts d'embâcle ou des phénomènes d'érosion,
- Localiser précisément l'emplacement des plantations à réaliser par rapport aux courants,
- Choisir et planter les espèces et les densités adéquates. Selon l'effet recherché (piège d'éléments fins ou d'embâcles plus importants), on optera pour une conduite en taillis ou en futaie ou mixte. Penser à utiliser les essences locales et à diversifier les espèces (haies composites),

- Réaliser un entretien régulier et approprié afin de conserver son objectif aux haies.

Afin de mutualiser les moyens, cette mesure, dont les effets peuvent couvrir une zone plus large que celle de l'exploitation, peut être mise en place collectivement (groupement d'exploitants).

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

- Courant ralenti et dépôts concentrés,
- Réduction des dommages (parcelles/bâtiments),
- Remise en route facilitée.

Au delà de leur intérêt en cas d'inondation, ces plantations peuvent aussi avoir un intérêt dans :

- La protection des parcelles contre le vent (brise vent),
- La préservation de la biodiversité de la faune auxiliaire et de la faune et la flore sauvage.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

- Perte de surface cultivable,
- Facteur aggravant en cas de défaut d'entretien : les arbres morts peuvent provoquer des embâcles,
- Temps d'entretien et coût de l'acquisition de matériel spécifique.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans les ségonaux du Rhône, en l'absence de protection boisée le long du fleuve, des dégâts importants ont été subis : décapage du sol puis dépôt de limons grossiers. Cette forte érosion n'a pas été constatée dans les parties où le cordon boisé avait été maintenu.

Forts de cette expérience, les agriculteurs ont réalisé de nouvelles plantations afin de recréer et renforcer le cordon boisé.

Mesure 7.5

Renforcer et adapter les serres situées en zone inondable



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Préserver au maximum les serres en cas de crue.

Celles-ci peuvent en effet être fortement

endommagées notamment si le courant est important et si des déchets chariés par l'eau viennent les percuter : destruction du

revêtement (vitre ou plastique), endommagement de la structure.

SPÉCIFICITÉS

Système de production concerné	Maraîchage, horticulture			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Plusieurs pistes sont à étudier avec votre constructeur pour renforcer les serres :

- adopter des normes de construction plus contraignantes type celles utilisées dans les zones à risque de tempête ou de neige qui consistent à renforcer la structure,
- favoriser l'implantation des serres dans le sens de l'écoulement des eaux,
- si cela n'est pas possible, prévoir des ouvertures latérales afin de limiter la pression sur la structure en cas d'inondation,
- prévoir la possibilité de dévitrer rapidement le bas des serres sans fragiliser la structure : verre moins épais à la base de la serre, traverse au lieu de joints entre les vitres, etc.,
- ancrer les serres plastiques dans le sol avec des plots en béton,
- prévoir d'implanter les serres en les surélevant,

- implanter une haie à proximité de la serre afin de freiner le courant et d'arrêter les encombrants qui pourraient endommager les serres.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la réduction des dommages sur les serres et sur les productions qu'elles abritent.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts principaux de mise en oeuvre de cette mesure sont :

- les surcoûts d'investissement liés aux contraintes de construction plus exigeantes,
- les surcoûts d'installation.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans le Loiret, un pépiniériste a remplacé l'ensemble de ses serres tunnel endommagées par la tempête de 1999 (soit 6000 m²) par des serres plus résistantes : armature enfoncée dans le sol, double chapelle, etc.

Mesure 7.6

Protéger de façon temporaire les bâtiments et les serres les plus exposés



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Protéger, de façon temporaire, les bâtiments et les serres les plus exposés aux inondations afin de réduire les dégâts sur les constructions mêmes mais également sur ce qu'elles abritent.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Maraîchage hors sol, horticulture			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Il s'agit de s'équiper de matériel spécifique permettant de mettre en place rapidement une barrière efficace contre les inondations. De nombreux dispositifs existent : aqua barrière, flex-mac, barrières gonflables, etc.

Ils reposent tous sur le principe suivant : mettre en place une digue temporaire efficace contre des hauteurs d'eau allant de 1 à 1,8 mètre selon les dispositifs.

L'installation de ces barrières nécessite plus ou moins de matériel et de main-d'œuvre en fonction des caractéristiques spécifiques des différents dispositifs (par exemple une personne peut ériger jusqu'à 200 mètres de digue type "aqua barrière" en une journée).

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la réduction des dommages directs sur les bâtiments et les serres et sur ce qu'ils abritent. La reprise de l'activité est de plus facilitée ce qui réduit les pertes de chiffre d'affaires.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts principaux de mise en œuvre de cette mesure sont :

- le coût du matériel à acheter ;
- le coût éventuel du matériel et du matériel d'installation (matériau de remplissage, palette, tractopelle...);
- le temps de travail : prospection auprès des sociétés commercialisant ce type de matériel, montage préventif des barrières à titre d'essai...
- l'augmentation du risque en cas de défaillance de l'installation.

Mesure 8.1

Sécuriser les contrats de vente par la négociation d'une clause spéciale « inondation »



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Négocier la possibilité de ne pas honorer les engagements de commercialisation que vous avez pu prendre, en cas de destruction de vos productions du fait d'une inondation.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Tous systèmes d'exploitation		
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant		
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue	
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

La mesure consiste à négocier avec l'acheteur une clause spécifique dans le contrat de vente stipulant que si l'exploitant, en cas de forte inondation ne peut pas honorer ses engagements, une année donnée, le contrat ne sera pas pour autant remis en cause pour les années suivantes et l'exploitant sera exempté de pénalités.

Cette mesure vise plus particulièrement les contrats spécifiques tels que les contrats avec les grandes surfaces, les restaurateurs ou dans le cadre de circuits courts de commercialisation de produits labellisés (bio par exemple).

Cette clause spéciale « inondation » peut en outre être étendue à d'autres événements exceptionnels (tempête, incendie...).

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la préservation des débouchés de l'exploitation.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Cette mesure nécessite un temps de négociation et de démarchage auprès des acheteurs potentiellement concernés.

Elle présente également des risques. En effet, il n'est pas impossible qu'en apprenant le risque pesant sur la production de l'exploitation, la structure de commercialisation soit amenée à rompre les contrats de commercialisation en cours. Soyez donc très prudent si vous décidez d'entamer ces démarches de négociation.

Mesure 8.2

Multiplier les acheteurs et les fournisseurs en dehors de la zone inondable



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Faire en sorte que vos fournisseurs (amont de la filière) et vos clients (aval de la filière) ne soient pas tous situés en zone inondable.

En effet, en cas d'inondation, votre activité peut connaître de sérieuses difficultés si la filière dans laquelle elle s'insère est elle-même fragilisée par l'évènement : difficultés d'approvisionnement en intrants,

en plants ; impossibilité de livrer la production, etc. Ainsi même les activités faiblement concernées par la zone inondable peuvent être vulnérables.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Si la part de vos fournisseurs et/ou de vos clients située en zone inondable est importante, il est conseillé, dans la mesure du possible, de diversifier les sources d'approvisionnement et les marchés.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est :

- de réduire les problèmes de trésorerie qui seraient dus à l'impossibilité d'écouler la production,
- d'éviter le blocage ponctuel du fonctionnement de l'exploitation du fait d'un manque d'intrants.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les coûts et contraintes de mise en oeuvre de cette mesure sont :

- le temps de négociation de nouveaux contrats,
- le temps de gestion supplémentaire dû à la multiplicité des contrats et/ou des modes d'approvisionnement,
- le coût du transport supplémentaire si l'acheteur ou le fournisseur est plus éloigné que la situation actuelle.

Cette mesure est plus difficile à mettre en oeuvre pour les producteurs qui sont tenus à l'apport total (cas de certaines coopératives par exemple) ou quand les marchés

sont très concurrentiels. Par ailleurs, dans certaines filières spécialisées, l'exploitant n'a pas vraiment le choix de son acheteur ou de son fournisseur.

Mesure 8.3

Prévoir la compensation des pertes de production par des achats externes



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Pouvoir continuer à approvisionner ses acheteurs même si la production a été détruite par la crue.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Tous systèmes d'exploitation			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

La mesure consiste à :

- identifier les différentes possibilités d'acheter exceptionnellement à d'autres producteurs, une partie de sa production agricole au cas où celle-ci serait détruite par une inondation ;
- prévoir la possibilité juridique de le faire : l'achat et la revente de produits agricoles par une exploitation n'est permise que dans une certaine limite au-delà de laquelle l'exploitation est considérée comme une société commerciale qui implique un statut et des contraintes particuliers. Pour pouvoir faire des achats et de la revente de produits agricoles supérieurs à ce seuil, il est donc nécessaire de disposer d'une structure juridique spécifique.

Par ailleurs, cette mesure concerne essentiellement les marchés pour lesquels le risque de perdre sa clientèle est important

en cas de non approvisionnement total ou partiel. Il s'agit soit de marchés faisant l'objet de contrats, soit de ventes directes ou de marchés très locaux. Cette mesure concerne notamment les productions maraîchères labellisées.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est de limiter les risques de perte de marché et de clientèle.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Cette mesure nécessite :

- de disposer d'une trésorerie suffisante pour effectuer des achats externes ;
- un temps de travail et un investissement financier pour la création d'une structure juridique adéquate, et l'identification de producteurs susceptibles de vous appro-

visionner en cas de destruction de votre production. Sur ce point, il faut s'assurer que la production achetée corresponde assez fidèlement aux produits habituellement livrés.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans la Somme, un maraîcher bio estime qu'il a conservé sa clientèle (vente directe sur les marchés et vente dans des petits magasins spécialisés), à la suite de la crue de 2001, parce qu'il a pu continuer à les approvisionner en achetant à d'autres exploitants bio une partie de leur production.

Mesure 8.4

Louer temporairement des parcelles agricoles ou des serres pour compenser l'arrêt de la production sur les parcelles inondées



Efficacité face au risque



Coût financier de la mesure



Contrainte de travail induite

▶▶ OBJECTIF

Permettre la réalisation d'un cycle cultural dans une exploitation dont les parcelles ou les serres ont été inondées.

En effet, suivant la période de l'inondation et surtout le temps de submersion des parcelles, il peut être tout à fait impos-

sible d'ensemencer à temps ses parcelles ou d'utiliser ses serres endommagées.

SPÉCIFICITÉS

Systeme de production concerné	Cultures de plein champ, maraîchage, élevage herbivore			
Qui met en œuvre la mesure ?	Exploitant			
A quel moment la mesure doit-elle être mise en œuvre ?	Dès aujourd'hui	Après la crue		
Quelle est la période de crue concernée par la mesure ?	Crue d'automne	Crue d'hiver	Crue de printemps	Toutes les périodes

▶▶ DESCRIPTION

Cette mesure consiste à louer des parcelles et/ou des serres en dehors de la zone inondable, temporairement, si la submersion des terres s'annonce trop longue et menace le lancement d'un nouveau cycle cultural.

Les parcelles louées doivent, si cela est nécessaire, pouvoir être irriguées.

Dans le cas où la production nécessite des serres et que les parcelles louées n'en disposent pas, il faut prévoir de la main-d'œuvre pour déplacer et monter des serres sur les parcelles.

Cette mesure s'adresse plutôt à des cultures maraîchères dont les cycles culturaux sont plus courts et la valeur ajoutée de la production plus importante.

Pour les cultures labellisées type bio, il faudra s'assurer que cette implantation temporaire de la production soit compatible avec le label.

▶▶ INTÉRÊT EN CAS D'INONDATION

L'intérêt de cette mesure est la réduction des pertes de chiffre d'affaires. Par ailleurs, elle peut contribuer également à maintenir une clientèle quand le marché est très concurrentiel.

▶▶ CONTRAINTES INDUITES

Les contraintes et coûts principaux de mise en oeuvre de cette mesure sont :

- le coût de location des parcelles et/ou des serres,
- les temps de travail et de transport supplémentaires,
- la mobilisation éventuelle d'une main-d'œuvre importante,
- le moindre rendement des cultures implantées du fait des conditions agronomiques différentes.

▶▶ TÉMOIGNAGE

Dans la Somme, certains maraîchers ont pu assurer un cycle cultural de légumes (tomates) produits sous serre en empruntant des serres et en les déplaçant sur des parcelles hors d'eau. Ils ont grâce à cela assuré l'approvisionnement des marchés sur lesquels ils avaient l'habitude de vendre leurs produits.

Dans la Somme également, certains maraîchers ont pratiqué un cycle de production sur des parcelles que la collectivité leur avait prêtées.